



Lundi 8 décembre 2025

Sondage ODOXA pour la Fondation pour la Nature et l'Homme :

SI LES PRODUITS IMPORTÉS ÉTAIENT SOUMIS AUX MÊMES RÈGLES QU'EN EUROPE : 82 % DES AGRICULTEURS SERAIENT PRÊTS À RÉDUIRE LES PESTICIDES.

En réponse à Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, et dans un contexte de dérégulation décomplexée dans l'Union Européenne pour rentrer à tout prix dans la compétition du commerce mondial et rendre acceptable la ratification de l'accord UE-MERCOSUR... la Fondation pour la Nature et l'Homme démontre dans un sondage exclusif que ces décisions politiques vont à l'encontre de ce que veulent les agriculteurs et les citoyens. Il révèle que l'usage des engrais et des pesticides préoccupe 81% des agriculteurs et que 82% d'entre eux seraient prêts à les réduire si les mesures-miroirs, mécanisme de réciprocité des normes, étaient mises en œuvre. Une volonté partagée par 93% des Français. Ce qui bloque ? L'engagement insuffisant des responsables politiques, leur manque de vision et de considération du monde agricole et, pour les agriculteurs, le sentiment de ne pas être suffisamment accompagnés pour s'engager dans l'agroécologie.

Pour Thomas Uthayakumar directeur des Programmes et du plaidoyer de la FNH :



“Nos résultats montrent que le combat à mener est très profond : c'est toute notre manière de commercer qui doit radicalement changer pour passer d'un libre-échange débridé à un juste-échange gagnant-gagnant pour la planète, la santé et les agriculteurs. Les mesures-miroirs sont un premier maillon essentiel à mettre en œuvre pour y parvenir. Il est urgent de proposer une réponse politique d'envergure pour répondre à ces demandes, en créant un cadre réglementaire qui pose la santé et l'environnement comme déterminants majeurs des politiques agricole et commerciale européennes...”

Zoom sur les grands enseignements du sondage :

- La santé liée à l'usage des engrais et des pesticides préoccupe plus de 8 agriculteurs sur 10.
- Près de 9 agriculteurs sur 10 et la même proportion de Français, considèrent que la responsabilité des agriculteurs sur la santé des consommateurs est importante.
- Les mesures miroirs recueillent une large adhésion : 90 % des agriculteurs et 93 % des Français les jugent importantes, dont respectivement 54 % et 55 % qui les jugent prioritaires. Une base solide de consensus entre producteurs et consommateurs.
- Dans l'esprit des agriculteurs, les mesures miroirs changeraient la donne sur de nombreux points : elles amélioreraient la santé (83%), favoriseraient l'achat de produits “made in France” (81%), renforceraient la compétitivité (81%) et préserveraient l'environnement (80%) ; elles contribueraient aussi à mieux rémunérer les agriculteurs (77%) et à encourager l'installation de nouveaux producteurs (75%).



- Si des mesures miroirs étaient mises en place, 82% des agriculteurs seraient davantage disposés à réduire l'usage de produits phytosanitaires, un tiers d'entre eux en sont même "certains". Ils seraient aussi prêts à faire d'autres efforts. Près 80% des agriculteurs seraient aussi prêts à déployer des infrastructures agroécologiques sur l'exploitation (haies, bandes enherbées, jachères), et 73% à mettre en place la diversification des cultures et des rotations longues. Les démarches de certification (HVE, Label Rouge, AOP, bio) sont par ailleurs citées par plus des deux tiers des agriculteurs (67%). Chez les éleveurs, l'adhésion atteint les 90% sur l'amélioration du bien-être animal et la baisse des antibiotiques et médicaments vétérinaires.
- **Côté consommateurs, si des mesures-miroirs étaient appliquées, la priorité serait sans ambiguïté la réduction des pesticides** : 62% des Français citent la réduction des pesticides comme attente n°1, devant le bien-être animal, la baisse des antibiotiques (48%), la plantation de haies et d'arbres (30%) et la certification Bio, commerce équitable etc. (28%).

Alors qu'est-ce qui bloque ? le manque d'engagement des responsables politiques, la faible considération pour le monde agricole et pas assez d'aides.

Si les agriculteurs voient les bénéfices des mesures miroirs, ils identifient aussi clairement où ça bloque : 51% citent le manque d'engagement des responsables politiques, 47% la faible considération pour le monde agricole. Viennent ensuite, assez nettement moins cités, le risque d'augmentation des prix pour les consommateurs (37%), la crainte de représailles commerciales (35%), la complexité juridique de la mise en œuvre (31%) et la pression de certains syndicats agricoles (16%).

45 % des agriculteurs estiment également ne pas être suffisamment accompagnés pour faire évoluer leurs pratiques vers plus d'agroécologie.

L'UE doit prendre ses responsabilités et faire des mesures-miroirs une priorité absolue en matière d'agriculture et d'alimentation au sein de l'UE. Il s'agit d'un sursaut nécessaire et en phase avec les attentes des citoyens et agriculteurs. La FNH appelle ainsi à renoncer à la dérégulation environnementale en cours et à réviser urgemment le cadre commercial entre l'UE et les pays tiers pour le rendre plus juste, en commençant par renoncer à l'accord entre l'UE et les pays du Mercosur.

[Télécharger l'intégralité du sondage ODOXA pour la FNH](#)